



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°210 - Jeudi 29 octobre 2009



Élections régionales de mars 2010

**LA GAUCHE EN ACTION
AVEC JACQUES AUXIETTE**



Le changement à gauche



Octobre nous a donné deux motifs d'espoir. D'abord le référendum interne du PS où les militants ont exprimé par ce vote leur volonté de changement pour notre parti. C'est un signe fort en faveur du renouvellement des générations et pour une démocratie plus vivante. Ce chantier, nous l'ouvrirons dès les élections régionales passées. Une Convention nationale en juin, après consultation et propositions

des militants, sera l'occasion de décider et d'avancer. À chacun d'investir ce grand débat. Nous savons que la droite ne fera rien sur ce terrain, alors à nous de montrer l'exemple...

Le 2^e motif d'espoir de ce mois d'octobre fut le succès de la votation citoyenne à propos de la Poste. 50 000 citoyens de notre département y ont participé et ont dit non à la privatisation. C'est un message fort envoyé au gouvernement : les Français sont attachés au service public, ils ne veulent pas du "tout privé" où seule compte la logique financière. Sur cette question aussi les socialistes avec toute la gauche politique, syndicale et associative, doivent continuer à se mobiliser pour faire reculer la droite.

"ÊTRE PRÉSENTS AUX CÔTÉS DES SALARIÉS, PROPOSER POUR CHANGER DE POLITIQUE, VOILÀ CE QUE LES FRANÇAIS ATTENDENT DE NOUS"

À la moitié de son mandat, Sarkozy connaît de fortes perturbations, une popularité en baisse, un mécontentement grandissant qui demain pourra se manifester dans les urnes. Être présents aux côtés des salariés, proposer pour changer de politique, voilà ce que les Français attendent de nous. Autour de Martine Aubry, notre parti est à nouveau uni, engagé dans un processus de rénovation, et force de propositions à l'Assemblée nationale. On l'a encore vu récemment sur le scandaleux crédit revolving que la ministre de l'économie a choisi de maintenir alors que nous proposons de le supprimer tant il a fait des dégâts.

Dans les semaines qui viennent, l'essentiel de notre énergie doit se tourner sur la préparation des élections régionales. Le bilan des socialistes dans les régions est bon mais on ne gagne pas que sur un bilan. Nous allons donc présenter aux électeurs un projet dans chaque région pour poursuivre l'action engagée. La droite fera feu de tout bois et ne lésinera pas sur les mensonges. Il faudra rétablir la vérité et mener une campagne de terrain. Nous la mènerons ensemble car nous croyons que la gauche a encore beaucoup à faire dans notre région. La victoire est possible, elle dépend de notre capacité à nous mobiliser et à nous rassembler. À nous d'y contribuer.

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

Une rentrée politique contrastée pour les sociaux-démocrates européens

Ces dernières semaines ont été marquées par des scrutins majeurs pour les sociaux-démocrates européens.

Les socialistes portugais, derrière le Premier Ministre José Socrates, ont remporté une belle victoire aux élections législatives après quatre années de réformes menées au Portugal. Cette victoire portugaise a précédé de quelques jours celle remportée par nos camarades du PASOK en Grèce. George Papandreu a mené une campagne offensive en proposant des mesures ambitieuses pour le développement économique et social de ce pays.

"IL FAUT NOUS BATTRE POUR CONTRIBUTER AU RETOUR D'UNE MAJORITÉ DE GOUVERNEMENTS DE GAUCHE EN EUROPE"

Ces résultats encourageants au sud ne nous font pas oublier le score très décevant enregistré par le SPD aux élections fédérales d'Allemagne à la même période. Les sociaux démocrates perdent 76 sièges par rapport à la législature précédente. Cette élection a vu une légère progression de la droite (+ 13 sièges CDU/CSU) et une très forte progression des autres partis de gauche, Die Linke (+22 sièges), les Verts (+17 sièges).

Les résultats aux élections nationales des sociaux-démocrates européens sont donc contrastés en Europe en cette rentrée.

Enfin, il nous faut souligner la nette victoire du Oui au référendum irlandais sur le Traité de Lisbonne. Ce vote intervient à un moment où l'Irlande est durement touchée par la crise économique et se tourne vers l'Union européenne pour affronter cette situation économique et sociale difficile. Ce vote marque un nouveau pas vers l'adoption du Traité désormais suspendue à la décision du Président Tchèque.

Les résultats de ces différentes élections et la situation institutionnelle instable au niveau européen nous montrent que seule la volonté commune d'une majorité de gouvernements progressistes fera avancer la construction d'une Europe politique, plus sociale, plus protectrice contre les aléas économiques. Il nous faut nous battre pour contribuer, avec nos camarades européens, au retour d'une majorité de gouvernements de gauche en Europe.

Karine DANIEL
Secrétaire Fédérale Europe et International

La Poste

Une votation citoyenne exemplaire

La votation citoyenne du 3 octobre a été un véritable succès au plan national et local. Nos élus lorsqu'ils étaient en responsabilité dans les mairies, ont apporté une précieuse aide matérielle à l'organisation de cette votation. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ils y ont participé sous différentes formes sur la voie publique.

Plus de 10 000 bureaux de vote en France dont 130 en Loire-Atlantique, permettant à plus de 2,2 millions de nos concitoyens de s'exprimer parmi lesquels plus de 46 000 en Loire-Atlantique.

Nationalement le "non" au changement de statut a recueilli 2 092 016 voix (98,49 %) et le "oui" 31 701 voix (1,51 %).

Malgré ce succès populaire, le gouvernement a considéré avec mépris cette votation mais il se garde bien d'organiser le référendum populaire réclamé par le collectif national.

Dans les prochains jours, la poursuite de la campagne va prendre différentes formes en lien avec le comité national à savoir :

- Une campagne de mobilisation à l'encontre des sénateurs de droite, le sénat devant examiner en premier le texte début novembre.
- Une campagne de pression citoyenne sous la forme d'une carte postale pétition (disponible à la fédération).
- Une mobilisation devant des bureaux de poste le samedi 31 octobre au matin.

Si le gouvernement demeurait sourd à cette nouvelle campagne populaire, une grande manifestation nationale en décembre pourrait être envisagée.

Retrouvez des témoignages de votants sur www.ps44.fr @

• Le chiffre du mois

98,49 %

Il s'agit du pourcentage qu'a recueilli le refus du changement de statut de la Poste lors de la consultation citoyenne du 3 octobre.

• Sur le web

Toutes les informations sur les suites de la mobilisation du Comité national contre la privatisation de la Poste sur : <http://www.appelpourlaposte.fr>



Votation à St-Julien-de-Concelles

Agriculture

Les socialistes soutiennent la lutte des éleveurs laitiers



Stéphane Le Foll (député européen) et Michel Ménard (député)

Début octobre, une grosse mobilisation des éleveurs laitiers de la région a été organisée près d'Ancenis. 1200 tracteurs et 3000 personnes se sont rassemblés pour protester contre la baisse du prix du lait.

Des élus socialistes (Alain Gralepois, Michel Ménard, Dominique Tremblay, Bernard Deniaud, Stéphane Le Foll) étaient présents. La chute des prix du lait est continue depuis plusieurs mois et a mis en péril financier de nombreuses exploitations. Le gouvernement est resté sourd aux revendications des agriculteurs comme le syndicat majoritaire,

la FNSEA... La mobilisation s'est donc organisée autour de l'APLI (Association des producteurs de lait indépendants), de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale. Le rassemblement réussi auprès d'Ancenis au tout début octobre a été un moment fort du mouvement à quelques jours d'une réunion des ministres européens de l'agriculture. Les syndicalistes présents demandaient seulement à ce que les producteurs laitiers puissent continuer à vivre de leur métier... Rappelons que cette journée du 2 octobre prenait le relais d'une inédite grève européenne du lait.

Les agriculteurs ont semblé-t-il être entendus puisqu'une coalition de 20 pays européens favorables à une nouvelle régulation du marché du lait, le "G20 laitier" (ils représentent 95 % des producteurs laitiers européens) a réclamé à la mi-octobre une série de décisions

pour aider les producteurs. Ces pays demandent notamment que la Commission européenne libère une enveloppe additionnelle d'au moins 300 millions d'euros. Dans une déclaration commune, ils ont réitéré leur volonté de voir se dessiner à moyen terme une nouvelle régulation du marché européen du lait. À plus brève échéance, ils ont demandé des mesures visant à restaurer l'équilibre du marché (aide au stockage). Le G20 laitier a également approuvé une clause qui permettra à la Commission européenne de réagir plus rapidement face aux perturbations du marché du lait. La position du G20 a été transmise à la présidence suédoise de l'UE.

Cette mobilisation de nombreux pays européens est un espoir pour les paysans qui montre que leur lutte commence à payer. Elle est importante car leur combat est aussi celui d'un monde rural qui veut



Dominique Tremblay, Alain Gralepois (Conseillers régionaux), Michel Ménard (député) et Bernard Deniaud (Conseiller général)

rester vivant avec de nombreuses exploitations agricoles qui favorisent une vie sociale et économique dynamique.

À quoi ressemblerait une campagne vidée de sa population et cultivée par quelques agribusinessmen à la tête de très grosses fermes ? Cela serait le résultat catastrophique d'une politique ultra libérale où l'être humain est relégué en queue de peloton des priorités. La lutte des paysans est donc d'abord au service d'une conception de la société où le profit ne régit pas tout. Leur combat est aussi le nôtre.

Trois questions aux syndicats

Pour marquer la rentrée sociale, la rédaction d'Ensemble a posé trois questions aux quatre responsables départementaux de la CFDT, de la CGT, de FO et de l'UNSA en les interrogeant sur le bilan du printemps dernier et les perspectives de cette rentrée sociale.



• Depuis le début de l'année, il y a eu plusieurs grandes manifestations unitaires dans notre département. Quel bilan en tirez-vous ?

I. Mercier : Dans un contexte de crise économique et sociale sans précédent, amplifié par les décisions injustes du gouvernement et du patronat, les salariés ont exprimé leur crainte et leur ras le bol. Nous avons construit un rapport de force, pour gagner sur la rémunération du chômage partiel, le prêt de main d'œuvre et la formation. Pour la CFDT, former plutôt que chômer, c'est garder les emplois, en permettant aux salariés de développer leurs compétences, aux entreprises de garder une main d'œuvre qualifiée, et aux familles de ne pas connaître l'angoisse du chômage.

Les mobilisations des salariés ne se résument pas à ces manifestations, il y a eu également de nombreuses actions et négociations dans les entreprises touchées par la crise en Loire-Atlantique.

M-C. Robin : En s'emparant des revendications de la plate-forme intersyndicale, une première dans l'histoire, les mobilisations ont montré l'importance des attentes des salarié-e-s vis-à-vis des organisations syndicales. Ces mouvements unitaires ont permis une prise de conscience : ancrer la place du salariat au cœur des solutions qui doivent être mises en œuvre. De fait le niveau des exigences des salariés est placé très haut, et les acquis paraissent trop faibles. Mais tout est possible car tous les sondages montrent que la confiance dans les organisations syndicales est toujours là. Le gouvernement doit en tenir compte.

P. Hébert : Notre Union départementale a participé activement aux deux grandes manifestations des 29 janvier et 19 mars. Nous y avons participé tout en sachant qu'elles ne suffiraient pas à faire reculer le gouvernement et le patronat. C'est pourquoi notre organisation a proposé que toutes les Confédérations appellent ensemble tous les salariés du public comme du privé à une journée de grève interprofessionnelle et que ce jour là, soient organisées des Assemblées de salariés dans les entreprises pour définir leurs revendications et les moyens à mettre en œuvre pour les faire

aboutir. Cette proposition n'a pour l'instant pas été reprise. C'est la raison pour laquelle, nous n'avons pas participé à la journée du 7 octobre, qui démobilise plus qu'autre chose.

P. Priou : Les grandes manifestations intersyndicales en Loire Atlantique prouvent que les salariés font confiance aux organisations syndicales pour les protéger et les défendre en cette période de crise. À l'UNSA, nous pensons que cela confère aux syndicats, une grande responsabilité. Nous avons l'exigence d'être utile et efficace. À l'origine de la crise ne se trouvent pas seulement les dérives d'un capitalisme financier qui s'est autonomisé jusqu'à la folie. On trouve aussi le développement des inégalités qui a abouti à creuser toujours plus les écarts entre riches et pauvres. Pour l'UNSA, il faut non seulement réguler le système aux plans international, européen et national, mais il faut aussi, dans le même temps, combler ce fossé inégalitaire de plus en plus béant, sans quoi les mêmes causes reproduiront les mêmes effets. L'UNSA milite pour que, dans les réponses à construire pour l'après-crise, soient intégrées pleinement les questions environnementales car l'avenir de la planète, l'urgence avec laquelle il faut le garantir, s'impose à tous, syndicalistes compris.

“LES PRIORITÉS REVENDICATIVES EN LOIRE-ATLANTIQUE SONT ÉVIDEMMENT LE MAINTIEN DE L'EMPLOI ET LA SAUVEGARDE DU TISSU INDUSTRIEL”

•• En Loire-Atlantique, quelles sont vos priorités revendicatives ? Quelles sont les perspectives d'action que vous envisagez ?

I. Mercier : La Loire-Atlantique a mieux résisté que d'autres départements en raison de sa diversité économique. Face à l'absence de perspectives pour nombre d'entreprises de nos bassins d'emploi, notamment celui de Saint-Nazaire, nous sommes très inquiets. Plus de 500 entreprises ont effectué des demandes de chômage partiel, mais seulement 19 ont fait appel aux dispositifs de formation initiés par la CFDT et soutenus par la région. C'est trop peu. Les équipes CFDT agissent dans les entreprises pour la mise en place de formations qualifiantes et reconnues. Sur les territoires il est nécessaire de soutenir les TPE/PME pour éviter leur fermeture. Pour dépasser cette crise, il est indispensable de défendre le tissu industriel et l'adapter aux besoins de demain.

M-C. Robin : Pour la CGT il est urgent de relancer l'emploi, les salaires et l'investissement pour sortir de la crise. Formation et valorisation des compétences, égalité professionnelle, défense des services publics, les revendications de la CGT sont celles avant tout des salarié-e-s. Avec ou sans emploi, ce sont des solidarités à



CFDT : Isabelle Mercier



CGT : Marie-Claude Robin



FO : Patrick Hébert



UNSA : Pascal Priou

construire à partir des réalités du monde du travail. Des luttes existent : contre la désertification de bassins entiers en 44, la journée nationale d'action pour la défense de l'emploi et de l'industrie le 22 octobre, la lutte pour la régularisation des travailleurs sans-papiers. Ces luttes doivent s'unir et devenir des points d'appui pour construire un Nouveau Statut du Travail Salarié et une Sécurité Sociale Professionnelle.

P. Hébert : Nous n'avons pas de revendications locales. Avec notre Confédération nous revendiquons l'augmentation des salaires, pensions, retraites et minima sociaux. C'est une question de justice sociale, mais aussi une condition de la relance économique. Nous demandons le gel des licenciements dans le privé et l'arrêt des suppressions de postes dans le public. Nous exigeons l'arrêt des privatisations, notamment celle de la Poste. Enfin nous nous préparons à mener la bataille contre les plans en matière de retraite. Nous constatons que tous ces plans sont le plus souvent la simple application des directives européennes et qu'elles ont été mises en œuvre par tous les gouvernements successifs depuis 1982.



P. Priou : Les priorités revendicatives en Loire Atlantique sont évidemment le maintien de l'emploi et la sauvegarde du tissu industriel. Pour cela, la mobilisation doit être totale. L'UNSA agira pour des actions décidées dans une intersyndicale départementale la plus large possible. À ce jour FO et la CFTC l'ont quittée.

••• **Les drames répétés à France Télécom expriment une grave dérive du "management" moderne. Que proposez-vous pour revenir à une direction des salariés plus humaine ?**

I. Mercier : Lutter contre la souffrance au travail est un enjeu majeur pour la CFDT. Cela renvoie aux questions d'organisation interne, mais aussi au contenu du travail et à la dégradation des emplois. Trop souvent les directions considèrent l'organisation de l'entreprise et le management comme leur pré carré. À la CFDT, nous voulons changer la gouvernance des entreprises pour associer

davantage les représentants des salariés aux décisions stratégiques et à l'amélioration des conditions de travail.

M-C. Robin : La situation à France Telecom est le résultat d'une politique de privatisation, et du culte de la rentabilité. L'abandon de la notion de "service public" et son remplacement par celle de "dividende versé aux actionnaires" isolent les salarié-e-s en rendant toute solidarité impossible. C'est le travail qui est malade, pas les salariés. Ce qui doit être un lieu d'émancipation est devenu un lieu de souffrance. Le stress reste un mode de management utilisé y compris dans la fonction publique avec son lot de non reconnaissance de qualification, mobilité forcée, blocage des carrières. La CGT prend toute sa place avec les salariés dans les négociations qui ont lieu sur l'amélioration des conditions de travail, la place de la médecine du travail, et pour bannir harcèlement et violence au travail.

P. Hébert : Il a toujours fallu se battre contre l'exploitation. Le "management" moderne est plus perfide dans la mesure où le plus souvent il aboutit à associer le salarié à sa propre exploitation, notamment au travers de toutes les techniques "participatives". Seul, on n'est rien, syndiqué on est une force. C'est la raison pour laquelle nous invitons les salariés à participer au Meeting que nous organisons en présence de Jean-Claude MAILLY le 3 décembre prochain à 18 h Salle Hippolyte Derouet - Les Sorinières.

P. Priou : Les salariés de France Telecom, qu'ils soient fonctionnaires ou salariés de droit privé, ont parfaitement su gérer les trois révolutions technologiques : téléphonie fixe numérique, téléphonie mobile et Internet haut débit. La vraie rupture intervient en 2004 avec la privatisation et une distribution de stock-options destinées aux dirigeants du groupe. Depuis, nous assistons à une dégradation des conditions de travail à laquelle l'UNSA exige qu'on mette fin. Les suppressions de postes se poursuivent alors que France Telecom ne connaît pas la crise. L'UNSA demande de mettre un terme aux délocalisations des centres d'appels clients et même au recours à l'externalisation. La priorité doit être donnée aux ressources disponibles au sein du groupe.



🌀 Lancement de la campagne régionale à la Trocardière

Se mobiliser pour gagner

Le meeting de lancement de la campagne des régionales a eu lieu le 16 octobre à la Trocardière de Rezé. 600 personnes étaient présentes à cette réunion publique innovante dans sa forme avec des prises de paroles de représentants de la société dans son ensemble : chef d'entreprise, salarié, lycéen, élu. L'occasion d'échanger sur l'action de la gauche régionale depuis 5 ans tout en marquant l'importance de la campagne qui s'ouvre.



Une scène centrale et le public tout autour : une disposition participative pour ce 1^{er} meeting. L'occasion pour Jacques Auxiette de répondre aux questions de plusieurs intervenants, notamment un salarié de Trelleborg à propos des réponses de la Région face à la crise. **“Nous avons mis en place dès 2005 des formations pour les salariés licenciés, sans oublier l'offre régionale de formation professionnelle”**. Une mère de quatre enfants, demandeuse d'emploi en Mayenne, rappelle l'importance de la gratuité des manuels scolaires pour les petits budgets. À noter que la droite n'a pas soutenu cette mesure qu'elle assimile à de l'assistantat... Jacques Auxiette a souligné aussi la mise en place de tarifs spéciaux dans les trains régionaux pour les bas revenus tout en précisant **“que les Régions ne sont pas en 1^{re} ligne sur le social, plutôt du domaine des Départements”**. Même si la Région veut aller plus loin à ce sujet avec les autres collectivités de gauche.

Un habitant de Bouaye a interrogé le président de la Région sur la croissance durable. Il a répondu que la Région **“finance 50 % des audits énergétiques des logements dont le coût s'élève à 300 €. Les transports propres avec les TER sont aussi très soutenus tout comme l'agriculture biologique”**.

Au sujet des transports, le maire du Mans Jean-Claude Boulard a rappelé que le tramway de sa ville a pu se faire grâce à la Région

qui a apporté 15 M€. Stella Dupont, maire de Chalonnes-sur-Loire, s'est par ailleurs félicitée que le Conseil régional aide autant le rural que les villes.

Jean-Marc Ayrault a parlé du **“bon bilan de Jacques Auxiette qui a un projet pour les Pays de la Loire. En mars 2010, il faudra sanctionner la droite et préparer l'alternative de 2012 car on est la gauche moderne”**. Le directeur de campagne Christophe Clergeau a souligné que **“la campagne a commencé ce soir et qu'elle devra s'appuyer sur les réseaux sociaux et militants. Notre projet va se construire à partir de forum internet et locaux, il sera finalisé en janvier”**.

“NOUS VOULONS VALORISER LES PAYS DE LA LOIRE EN DONNANT DE LA PROTECTION ET DE L'ESPOIR À NOS CONCITOYENS.”

Jacques Auxiette a conclu la soirée en exprimant la fierté **“de notre bon bilan qu'il va falloir décliner canton par canton. Depuis 2004, j'ai fait 900 déplacements en région au plus près de la vie quotidienne. Il reste encore à faire et on a des projets comme le plan climat régional. Nous voulons une action publique au service d'un autre projet de société et l'action en région permettra de préparer notre projet national pour 2012. La réforme des collectivités locales de Sarkozy en limitera leurs ressources avec par exemple la suppression de la taxe professionnelle. Cela veut dire que nous serons très limités pour développer nos politiques alors que nous devrions être libres de répondre aux besoins des territoires. En tous cas, le succès de l'emprunt régional que nous avons lancé prouve que les Ligériens ont confiance en nous. Cet emprunt a rapporté 72 M€ en 15 jours ! Nous voulons valoriser les Pays de la Loire en donnant de la protection et de l'espoir à nos concitoyens. Il faut gagner l'an prochain pour continuer le travail engagé voici bientôt 6 ans !”**

Un premier tract de campagne est disponible à la fédération.
Pour participer à l'élaboration du projet,
rendez-vous sur www.auxiette2010.fr/projet

Participez à la campagne régionale
sur le site www.auxiette2010.fr



● Résultats des votes du 1^{er} octobre

Loire-Atlantique : Désignation du 1^{er} des socialistes en Pays de la Loire

| Inscrits | Votants | Taux de participation | Blancs/nuls | Exprimés | Jacques AUXIETTE |
|----------|---------|-----------------------|-------------|----------|------------------|
| 3 379 | 1 555 | 46,02 % | 57 | 1 498 | 1 498 |

Consultation militante en Loire-Atlantique

| Intitulés des questions | Blancs/nuls | Pour | Contre | Abstention |
|---|-------------|-------|--------|------------|
| Question 1.1 : Désignation du candidat(e) des socialistes par des primaires ouvertes | 15 | 1 055 | 365 | 121 |
| Q. 1.2 : Mandat au BN pour organiser avec les formations de gauche le souhaitant de telles primaires | 29 | 1 157 | 251 | 119 |
| Q. 2.1 : Pas de cumul parlementaire avec une présidence d'exécutif local ou la participation à un exécutif | 24 | 1 229 | 206 | 97 |
| Q. 2.2 : Limiter à 3 les mandats successifs des présidents d'exécutifs locaux | 25 | 1 274 | 188 | 69 |
| Q. 3.1 : Parité totale dans les instances du parti | 22 | 1 139 | 238 | 157 |
| Q. 3.2 : Parité dans les candidatures pour les législatives de 2012 | 22 | 1 194 | 195 | 145 |
| Q. 3.3 : Mandat au BN pour fixer, pour chaque élection, des objectifs de renouvellement (représentation des diversités de la population) en réservant si nécessaire des circonscriptions | 27 | 1 068 | 289 | 172 |
| Q. 4.1 : Mandat au BN pour réformer nos statuts et ouvrir le parti aux hommes et femmes de gauche par une réduction des obstacles à leur adhésion | 31 | 1 175 | 211 | 139 |
| Q. 4.2 : Mandat au BN pour réformer nos statuts en améliorant l'efficacité de nos congrès et choisir nos dirigeants en cohérence avec nos orientations politiques | 35 | 1 247 | 135 | 139 |
| Q. 5.1 : Création d'une autorité indépendante et incontestée devant faire respecter les règles d'éthique et de droit s'imposant à tous. | 37 | 1 251 | 121 | 147 |
| Q. 5.2 : Mise en œuvre dans nos scrutins internes de mécanismes inspirés des règles et des moyens de la République, garantissant la sincérité et viabilité de nos votes | 52 | 1 355 | 48 | 101 |

● À lire

Le truquage statistique gouvernemental

À écouter ceux qui nous gouvernent, tout va bien en France et Sarkozy tient ses promesses : le pouvoir d'achat se maintient, le chômage aura baissé en 2012, la pauvreté aussi, les salariés gagnent plus, l'insécurité baisse et enfin, l'immigration est désormais maîtrisée et choisie. Tout cela chiffres statistiques officiels à l'appui. Ce serait beau si c'était vrai mais ce tableau idyllique que le gouvernement et Sarkozy comptent présenter aux Français lors de l'élection de 2012, est le fruit d'un truquage éhonté des indicateurs statistiques. C'est ce que montre un livre publié sous un pseudonyme et écrit par un collectif de fonctionnaires de la statistique et de la recherche publique.

Un exemple parmi beaucoup d'autres : durant la campagne de 2007, le candidat Sarkozy s'était engagé à **"réduire la pauvreté d'un tiers d'ici à 2012"**. S'apercevant bien vite de l'imprudence de sa promesse mais refusant de perdre une fois de plus la face, il a ordonné un changement de l'indicateur de la mesure statistique de la pauvreté en France. Jusqu'à maintenant, le seuil de pauvreté était fixé aux revenus inférieurs à 60 % du niveau de vie médian de la population. Cela représente près de 8 millions de personnes en France ayant un maximum de 880 € par mois. Pour faire baisser d'un tiers le nombre de pauvres tout en menant une politique favorable aux ménages aisés, le gouvernement et Martin Hirsch en tête, ancien chef de cabinet de Bernard Kouchner lorsqu'il était ministre de la Santé, n'ont pas trouvé mieux qu'une grossière manipulation statistique. On ne prend pas les moyens

politiques pour réduire effectivement la pauvreté, alors on va en changer la mesure pour la faire diminuer. Il suffisait d'y penser !

Ainsi, on la mesure désormais avec "le taux de pauvreté ancré dans le temps". C'est-à-dire que l'on ne mesure plus la pauvreté par rapport au 60 % du niveau de vie médian mais on conserve pendant les 5 ans du mandat présidentiel le seuil de 880 € (qui date de 2006) en le faisant évoluer au seul rythme de l'inflation dont le calcul est loin d'être fiable comme on le sait. La mise en place du RSA fera de surcroît basculer 700 000 personnes au-dessus du seuil de 880 € par mois. Ainsi, Sarkozy pourra probablement se vanter en 2012 d'avoir fait baisser la pauvreté en France, chiffres à l'appui, alors qu'en réalité, il y aura toujours 8 millions de pauvres et peut-être davantage. De l'art de masquer par la statistique l'inaction et les mensonges d'une politique injuste. C'est le rôle de la gauche et du PS de le dénoncer. **"Le grand truquage, comment le gouvernement manipule les statistiques"**, par le collectif Lorraine Data. Éd. la Découverte. 180 pages - 13 €



Portrait : Médard Lebot

Un homme de cœur et de convictions



Médard Lebot, c'est une voix qui porte dans la gauche de l'Ouest et dans le syndicalisme paysan. L'homme est chaleureux, convivial, fraternel et incarne un militantisme humaniste et riche de convictions. Médard passe sa jeunesse sur la ferme familiale de Saint-Mars-du-Désert auprès de ses 11 frères et sœurs. En 1942, il quitte l'école à 12 ans pour travailler avec son père et deux frères. Pour continuer à se former, il suit les cours par correspondance du CERCA d'Angers. À 16 ans, il milite à la JAC (Jeunesse agricole chrétienne). En 1950, il participe au congrès national de la JAC à Paris où on lui demande de devenir permanent national. Il accepte et deux ans plus tard devient responsable national des adolescents. "La

JAC a été une école de promotion sociale à base d'action et de fraternité. On avait des convictions que l'on voulait faire vivre pour que les jeunes ruraux puissent être maîtres de leur vie". C'est à cette époque qu'il rencontre Bernadette, sœur de René Raimbault, président national de la JAC. Ils se marieront en 1956 et auront 10 enfants.

La même année, il est embauché par la FDSEA de Loire-Atlantique comme animateur. "Je me souviens très bien du petit bureau que je partageais avec les responsables syndicaux de l'époque qui n'étaient pas tous de gauche loin de là ! Ils disaient que les paysans n'avaient pas besoin d'être formés intellectuellement et politiquement... Je me disais intérieurement que j'avais un sacré boulot à faire !" Et il le fait avec son abattage habituel : au début des années 60, la FDSEA 44 compte 80 % d'adhérents parmi les paysans dont beaucoup de copains militants progressistes de la JAC comme Henri Baron, René Philippot, Bernard Deniaud, Amand Chatellier, Pierre Pineau ou Gérard Loquais.

En mai 68, Médard est à Paris avec notamment Bernard Lambert, Bernard Thureau et Antoinette Philippot. Par l'intermédiaire de Michel Rocard, ils obtiennent une rencontre avec Pierre Mendès France le soir du 29 mai. "On arrive à son domicile à l'heure convenue, vers 22 h. On lui explique le combat des paysans de gauche. Il écoute avec attention puis nous demande notre représentation parmi les paysans. On lui répond 25 %. "C'est pas mal" dit-il avant de nous demander qui nous verrions comme ministre de l'Agriculture au cas où il deviendrait 1^{er} ministre. On pique tous du nez, personne n'osant répondre. Bernard Lambert me glisse à l'oreille : "Je donnerais bien mon nom mais j'ose pas". Devant notre silence, Mendès France lance le nom de Michel Debatisse... un homme du centre droit mais l'ancien président du Conseil n'avait pas une grande connaissance du milieu agricole. Un ange passe... On évoquera ensuite d'autres sujets avant de se quitter. Quel souvenir !" Le lendemain c'est le 30 mai et le défilé gaulliste sur les Champs-Élysées, Mendès France ne reviendra pas au pouvoir.

En 1972, Médard rejoint la CANA d'Ancenis où il est chargé de l'animation. Il adhère au PS en 1972 et sera membre de la CNA (Commission nationale agricole). "Ma foi chrétienne et mon engagement à la JAC m'ont ancré à gauche et les valeurs que j'y ai défendues convergent avec celles du socialisme : construire un monde meilleur en tendant la main aux plus pauvres dans un esprit de fraternité et de solidarité."

Médard continue de militer depuis sa retraite professionnelle. Un parcours bien rempli au service de convictions humanistes et progressistes.

À lire : "Au-delà des haies" aux éditions Descartes et C^{ie}, de Médard Lebot avec Anne Tristan.

/// Agenda

• Nantes Avance

Jeudi 5 novembre à 19 h 30 à la salle festive Madeleine Champs de Mars (rue Emile Péhant, accès busway arrêt Cité des Congrès). Cette réunion sera sur le thème : "La campagne d'Obama peut-elle être utile lors de prochaines échéances électorales".

• Élections régionales

Les candidatures pour postuler à la liste départementale sont à adresser au 1^{er} secrétaire fédéral jusqu'au vendredi 6 novembre.

• Commission handicap

Samedi 21 novembre à 10 h à la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous les militants.

• Conseil fédéral

Le prochain Conseil fédéral aura lieu le lundi 23 novembre à 20 h à la fédération du PS 44 (allée des Tanneurs à Nantes)

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 28/10/09



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44 000 NANTES
Tél : 02 40 20 63 00 - Fax : 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Chargé de la rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Pierre Lebeau
Camille Boulicault (www.cboulicault.com)
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3600 ex.

